

# KAMEL ABDALLAH

Directeur général de Canal Sugar

## **Abdulrahman A. Al Hamidy, directeur général et président du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe**

Notre dernier intervenant, et non des moindres, est Kamel Abdallah, PDG de Canal Sugar, un groupe industriel agricole émirien et égyptien de plusieurs milliards de dollars qui vise à assurer l'autosuffisance de l'Égypte en matière de sucre. Il parlera des problèmes d'eau et de sécurité alimentaire, celle-ci ayant été un enjeu majeur pour les institutions financières comme la nôtre durant la pandémie de Covid-19. À l'époque de la pandémie, nous avons eu des réunions et reçu des appels nous disant que les gens allaient protester dans les rues à cause de la précarité alimentaire. Cet aspect a donc requis une attention toute particulière et des financements par le biais d'un déficit de la balance des paiements ces trois dernières années. Kamel Abdallah va couvrir tous ces éléments ainsi que leur pertinence sur le plan de la sécurité nationale et de la stabilité sociale de la région.

### **Kamel Abdallah**

Merci, Monsieur le Président. La première fois que j'ai entendu le mot « intifada », en 1977, j'étais encore à l'école. C'était l'époque des premières émeutes du pain en Égypte et au Liban, lorsque le gouvernement de Sadate tenta de supprimer les subventions qui soutenaient les prix du pain et des denrées alimentaires. L'« intifada du pain » donna lieu à des manifestations, des émeutes, et fit plus de 100 morts. En 1984, des émeutes du pain eurent également lieu en Tunisie et se soldèrent par la mort de 70 personnes ; elles étaient également dues à la tentative du gouvernement de mettre fin à des subventions alimentaires.

La sécurité alimentaire est aujourd'hui un sujet à la mode. Cela fait une vingtaine d'années que je travaille dans l'industrie alimentaire, principalement dans le secteur privé, aux Émirats, en Arabie saoudite, au Qatar et maintenant en Égypte, sur les problèmes de sécurité alimentaire. La bonne et la mauvaise nouvelle, c'est que la sécurité alimentaire est devenue un terme tendance, utilisé par les chauffeurs de taxi comme par les fonctionnaires parlant de politique alimentaire. Je peux vous dire dès à présent que les prochains termes à la mode vont être « sécurité de l'eau » et « stress hydrique ».

Je vais vous expliquer le lien entre eux. Comme je l'ai dit, aux alentours des années 1980, nous avons eu des émeutes, des intifadas liées aux denrées alimentaires, si bien que les gouvernements ont décidé d'un triple objectif en la matière : disponibilité, accessibilité et caractère abordable. Ils ont décidé d'importer des produits alimentaires du monde entier – Argentine, Australie ou Roumanie, nord, sud, est, ouest –, de les subventionner pour que les prix restent abordables, et d'assurer leur disponibilité afin que la population cesse de manifester. Cela a engendré un problème différent : ce genre de mesures ne suffit pas, et si les habitants avaient désormais accès à de la nourriture, celle-ci n'était pas saine. Cela a entraîné une augmentation des cas de diabète et d'autres problèmes de santé, mais également allongé la durée de vie des habitants ; les gouvernements devaient maintenant dépenser plus pour soigner la population, parce que les gens vivaient désormais jusqu'à 80 ans, mais en requérant beaucoup de médicaments. Cela a créé une tendance différente

en matière de sécurité alimentaire, et nous sommes passés des objectifs de disponibilité et de caractère abordable à des objectifs de bien-être. Cependant, il faut désormais des subventions sur les deux fronts, alimentaire et sanitaire, alors que les budgets sont déjà déficitaires, et si vous ajoutez à cela les coûts supplémentaires en matière de santé (ce qui n'est pas possible), la facture est colossale. Nous sommes donc passés au bien-être alimentaire en faisant valoir qu'il fallait produire localement des denrées alimentaires saines. Outre la sécurité de l'eau, une autre notion à la mode est celle d'une consommation saine, devenue encore plus importante que la notion de production. Malheureusement, nous jetons environ 30 % de la nourriture que nous produisons, et même nos modèles de consommation alimentaire ne sont pas sains, non seulement parmi les populations pauvres, mais également parmi les riches.

Ce sujet est lié à celui de l'eau, car l'eau représente le plus grand défi actuel en matière de sécurité alimentaire au Moyen-Orient. En ce qui concerne l'origine de notre eau, 60 % provient de pays situés hors du Moyen-Orient. Nous avons parlé de la Turquie, et du fait qu'elle fasse partie ou non du Moyen-Orient. Si on considère qu'elle n'en fait pas partie, la Turquie possède des fleuves qui coulent vers l'Irak et la Syrie et les fournit en eau, mais les Irakiens ont un gros problème national d'accès à l'eau. Berceau de la civilisation agricole, l'Irak n'a plus d'eau dans ses fleuves en raison de barrages et d'autres procédures mis en œuvre par les pays voisins. S'agissant de l'Égypte, nous pensons toujours au Nil, qui coule en Égypte et au Soudan, mais il ne prend sa source dans aucun des deux. Nous devons nous tourner vers d'autres pays où coule le fleuve, plus en amont, qui désormais construisent tous des barrages pour contrôler l'accès à l'eau. Si les eaux fluviales posent problème, les eaux pluviales sont quasiment inexistantes, et quand il y a des précipitations, elles provoquent des inondations qui créent des difficultés au lieu d'en résoudre.

Le reste de l'eau se trouve dans les aquifères souterrains, et c'est la source la plus intéressante. Que ce soit en Arabie saoudite, aux Émirats, en Égypte ou en Libye, vous vous souvenez des grands fleuves qu'on voulait y créer, tout comme en Tunisie. Dans l'ensemble du désert, les aquifères sont plus ou moins similaires, seulement divisés par la mer Rouge. J'ai beaucoup d'expérience personnelle concernant ces aquifères. En Égypte, nous possédons une exploitation agricole de la taille de Singapour ou de Bahreïn, et la seule eau que nous utilisons est l'eau souterraine. Nous faisons tout notre possible pour réaliser un modèle de l'aquifère et de l'utilisation de l'eau ; nous possédons maintenant plus de 200 puits, et nous en aurons environ 400 dans l'avenir. Nous creusons ces puits à une profondeur allant de 450 m à 1 250 m environ pour atteindre le système aquifère nubien. Naturellement, nous sommes une grande entreprise dotée de capacités de modélisation, et pour dix puits que nous exploitons, il existe un puits muni de capteurs pour surveiller l'eau. Le niveau des eaux a considérablement baissé, mais nous travaillons également avec 6 000 fermiers et nous savons qu'il est très facile, pour la plupart des gens en Égypte, de réaliser un puits sans que cela nécessite une importante gestion. Lorsque les sources d'eau posent problème, dans les Émirats et les autres pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), la solution réside dans la désalinisation ; à titre d'exemple, un tiers de l'eau aux Émirats provient de la désalinisation. Cependant, la désalinisation coûte cher et n'est pas une solution à long terme.

En examinant les utilisations de l'eau, on constate que la majeure partie est consacrée à l'agriculture, et dans ce domaine, des problèmes différents se présentent. Il n'existe pas assez de réglementations concernant sa bonne utilisation – comment, quand, où – et nous gaspillons l'eau de toutes les manières possibles en matière de consommation et d'utilisation. Prenons l'exemple de la betterave à sucre. Il est possible de la cultiver en utilisant 2 600 m<sup>3</sup> d'eau seulement par tonne de betteraves produites, mais la plupart des agriculteurs utilisent probablement entre 6 000 et 8 000 m<sup>3</sup> d'eau, trois fois plus que nécessaire.

Différentes technologies peuvent être utilisées ; je ne vais pas rentrer dans les détails techniques, je voudrais revenir sur trois questions critiques. L'eau est-elle livrée de manière fiable et efficace dans la région ? La réponse est non. Nous faisons des progrès ; la technologie aide beaucoup, et grâce à elle, nous sommes maintenant plus proches de l'autosuffisance agricole au Moyen-Orient, mais ce n'est pas assez. Les ressources en eau sont-elles gérées d'une manière durable et efficace ? Les aquifères devraient nous suffire pour plus de 200 ans, mais lorsqu'on observe la qualité de l'eau, pas seulement la quantité, on constate qu'elle est de plus en plus salée, et l'eau salée ne peut pas être utilisée dans l'agriculture. C'est un problème. De nouvelles technologies sont développées en vue de pouvoir utiliser cette eau pour les cultures, mais cela ne suffit pas. Troisième question, et probablement la plus importante : les risques liés à l'eau sont-ils reconnus et atténués ? Malheureusement, une fois encore, les efforts sont insuffisants. La fourniture d'eau s'est améliorée et nous utilisons la technologie afin de réduire l'utilisation de l'eau au fil du temps, mais les difficultés sont nombreuses, tant du côté des gouvernements que du secteur privé. Celui-ci ne compte pas seulement de grandes entreprises, mais également des milliers et des milliers de petites exploitations. En matière d'atténuation des risques liés à l'utilisation de l'eau et de préparation face à ces risques, le compte n'y est peut-être pas. Que ce soit au Liban et en Israël, en Turquie, en Syrie et en Irak, ou encore en Éthiopie, au Soudan et en Égypte, il existe pléthore de conflits liés à l'utilisation de l'eau, et nous nous attendons à ce que l'eau soit à l'origine de la prochaine guerre. Guerre de l'eau signifie également guerre alimentaire, et cela affecte donc la santé et le bien-être des populations.

J'ai essayé d'être bref parce que je sais que le temps nous est compté pour les discussions, donc les autres points pourront être évoqués durant les questions.

**Abdulrahman A. Al Hamidy**

Merci pour ces remarques.